



Paris, le 7 juillet 2015

Appel des parlementaires français pour le maintien de la Grèce dans la zone Euro et la restructuration de sa dette

Au lendemain du référendum qui a exprimé la volonté du peuple grec de refuser de nouvelles mesures d'austérité, la France, avec l'ensemble de ses partenaires européens, est amenée une nouvelle fois à la table des négociations.

L'enjeu est immense, pour l'avenir de la Grèce comme pour l'avenir de l'Union toute entière.

Plutôt que prendre le risque d'un éclatement de la zone euro, saisissons la chance inouïe qui s'offre à nous : l'Europe « en panne », « loin des citoyens », peut enfin retrouver du sens et des perspectives. Mais pour cela il nous faut faire des choix hardis, comme nos prédécesseurs ont pu le faire au moment de la renégociation de la dette allemande.

La crise majeure que nous traversons rappelle aussi l'urgente nécessité de redonner aux peuples toute leur voix dans les choix économiques, sociaux et environnementaux qui orientent leur destinée, et cela passe par la mise en place d'un véritable contrôle démocratique de la zone Euro.

Alors que nos institutions nationales restent en deçà des possibilités ouvertes à nos collègues allemands, nous devons sans attendre approfondir l'ancrage démocratique des questions européennes au sein de notre Parlement et donner un mandat clair au chef de l'Etat et au Gouvernement.

Nous saluons à ce titre l'organisation d'un débat à l'Assemblée nationale demain 8 juillet portant sur ce sujet. Mais demain il sera peut-être trop tard.

Alors que des réunions cruciales se tiennent à Bruxelles, nous, représentants(es) du peuple français, appelons donc dès aujourd'hui le Gouvernement à user de tout son poids pour faire entendre la voix de la solidarité et de la démocratie dans l'Union, seules garantes de notre avenir commun, et ainsi

- à s'engager pleinement pour le maintien de la Grèce dans la zone Euro et de s'opposer avec vigueur à toute stratégie visant à sa sortie ;
- à ouvrir dès à présent les discussions pour la restructuration de la dette grecque afin de la rendre soutenable ;
- à accompagner le Gouvernement grec dans les nécessaires réformes pour une fiscalité plus juste et une lutte renforcée contre la corruption tout en mettant un veto à de nouvelles mesures d'austérité visant de manière indiscriminée la population grecque déjà exsangue ;
- à appuyer la mise en œuvre d'un grand plan d'investissements en Grèce destiné à financer l'économie réelle dont la transition écologique.

Pour toutes ces raisons, nous demandons que le débat sur la Grèce qui aura lieu demain, soit, comme la Constitution le permet au titre de son article 50.1, suivi d'un vote.